



Rapine à main armée à Tripoli

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 05 juillet 2011

[il manifesto](#) 5 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Que feriez-vous si une banque, à laquelle vous avez confié 100.000 euros pour les faire fructifier, vous communiquait qu'en une année ils se sont réduits à moins de 2.000 euros ?

C'est ce qui est arrivé à la Libye, d'après une enquête du *Wall Street Journal*. Après que les USA et l'Ue aient révoqué l'embargo en 2004, affluèrent en Libye des dizaines de banques et sociétés financières étasuniennes et européennes. Parmi lesquelles Goldman Sachs, une des plus grandes banques d'investissement du monde, dont le siège principal est à New York.

Dans la première moitié de l'année 2008, l'Autorité libyenne d'investissement lui confia 1 milliard et 300 millions de fonds souverains (capitaux de l'Etat investis à l'étranger). La banque Goldman Sachs les investit dans un panier de valeurs et en actions de six sociétés : l'étasunienne Citigroup Inc., la banque italienne Unicredit et l'espagnole Santander, la compagnie allemande d'assurances Allianz, la compagnie énergétique française Electricité de France et l'italienne Eni.

Un an après, Goldman Sachs communiqua à l'Autorité libyenne qu'à cause de la crise financière, le fonds libyen avait perdu 98% de sa valeur, les 1 milliard et 300 millions se réduisant à 25 millions de dollars. Les responsables de l'Autorité libyenne, furieux, convoquèrent à Tripoli le responsable de Goldman Sachs pour l'Afrique du Nord. La rencontre fut turbulente, si bien que Goldman Sachs évacua précipitamment ses employés de Tripoli, craignant qu'ils ne fussent arrêtés. Comme la Libye menaçait d'intenter un procès, qui aurait compromis la réputation de la banque aux yeux d'autres investisseurs institutionnels, Goldman Sachs lui offrit en dédommagement des actions privilégiées de la banque elle-même.

Mais les Libyens étant à juste titre soupçonneux, l'accord ne fut pas signé. Restait ainsi ouverte la possibilité, redoutée par Goldman Sachs, que l'Autorité libyenne n'entreprit un procès international. Des cas analogues de « mauvaise administration de l'argent libyen » sont rapportés par une enquête publiée par le *New York Times*.

Par exemple, la société Permal -unité de *Legg Mason*, une des principales sociétés de gestion d'investissements, dont le siège est à Baltimore- a administré 300 millions de dollars de fonds souverains libyens, qui ont perdu 40% de leur valeur entre janvier 2009 et septembre 2010. En compensation, Permal a perçu 27 millions de dollars pour ses prestations. Même chose pour d'autres banques et sociétés financières, comme la hollandaise Palladyne, la française BNP Paribas, la britannique HSBC et le Crédit Suisse. L'Autorité libyenne menaçait d'entreprendre contre elles des actions judiciaires internationales, qui auraient endommagé l'image de ces « prestigieux » organismes

financiers. Le tout s'est résolu de façon heureuse quand, en février dernier, Etats-Unis et Union européenne ont « congelé » les fonds souverains libyens. Leur « surveillance » a été confiée à ces mêmes banques et sociétés financières qui les avaient si bien gérés.

Et, du vol, on est passé à la rapine à main armée quand la guerre a commencé, en mars. A l'abri des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, HSBC et d'autres banques d'investissement ont débarqué à Benghazi pour créer une nouvelle « Central Bank of Libya », qui leur permettra de gérer les fonds souverains libyens « congelés » et les nouveaux qu'ils tireront de l'exportation pétrolière. Cette fois, sans aucun doute, en obtenant de forts rendements.

Edition de mardi 5 juillet 2011 de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110705/manip2pg/14/manip2pz/306147/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [il manifesto](#)

Copyright © [Manlio Dinucci](#), [il manifesto](#), 2011

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien *il manifesto*. Parmi ses derniers livres: *Geocommunity* (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; *Geolaboratorio*, Ed. Zanichelli 2014; *Se dici guerra...*, Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca